



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

La France et la menace environnementale du pétrolier Safer au large du Yémen

Question écrite n° 31684

Texte de la question

M. Sébastien Nadot alerte M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur l'inertie de la France et des membres du conseil de sécurité des Nations unies pour faire face à l'urgence du sauvetage du pétrolier Safer qui mouille au large du Yémen et menace de déverser son chargement. Amarré à 60 kilomètres au large du Yémen depuis 2015, un pétrolier utilisé depuis 1987 comme réservoir de pétrole flottant et chargé de 1,14 million de barils de brut menace la mer Rouge et ses rivages d'une catastrophe écologique sans précédent. À tout moment le pétrolier pourrait se briser, prendre feu ou exploser. En mai 2020, une voie d'eau a été repérée, inondant la salle des machines. Cette fuite a été colmatée mais démontre que le pétrolier Safer est une bombe à retardement. Son explosion laisserait se déverser des millions de litres de pétrole dans la mer Rouge. Lors d'une réunion d'urgence du conseil de sécurité des Nations unies le 15 juillet 2020, le directeur exécutif du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a exposé la situation : « une corrosion accrue du pétrolier et des fuites potentielles dans la mer ou une explosion potentielle due à la formation de gaz à bord, un incendie et des fuites à grande échelle dans la mer mettraient en danger les écosystèmes et auraient un impact sur la vie de 28 millions de personnes, qui dépendent des ressources naturelles pour leur subsistance (...). Pour prévenir une fuite potentielle quatre fois plus dommageable que celle de l'Exxon Valdez en 1989, il faudrait accéder immédiatement au pétrolier pour évaluer la situation et prendre des mesures ». Le secrétaire général adjoint du bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a noté « l'autorisation bienvenue par les Houthis d'une mission de l'ONU au SAFER ». Le conseil de sécurité discute de la situation alarmante du SAFER depuis avril 2019. Les conditions politiques d'un sauvetage semblent réunies. L'environnement doit être protégé conformément au droit international humanitaire, en obligeant les responsables à rendre des comptes. Mais le financement du sauvetage reste en suspens. Le directeur exécutif du PNUE a noté lors de cette réunion un manque de financement pour la mission d'évaluation de 2 millions de dollars et que des besoins plus larges restaient à établir. Le coût de la catastrophe sur 25 ans a été évalué à 1,5 milliard de dollars. Ce même 15 juillet 2020, le représentant de l'Allemagne a déclaré que son pays était prêt à contribuer financièrement aux travaux de réparation. À l'issue de la réunion du conseil de sécurité des Nations unies sur le Yémen du 28 juillet 2020, le représentant permanent de la France aux Nations unies a déclaré : « la France continuera donc d'appuyer les efforts déployés par l'ONU pour trouver une solution politique et ramener la paix et la sécurité au Yémen » et « s'agissant du pétrolier Safer, nous regrettons l'absence de progrès depuis la réunion de la mi-juillet ». Il lui demande, s'agissant du pétrolier Safer, si la France a proposé, comme l'Allemagne, de contribuer financièrement aux travaux de sauvetage pour éviter la catastrophe, qui viendrait s'ajouter aux autres difficultés de tous ordres que connaît le Yémen.

Texte de la réponse

La dégradation du navire pétrolier Safer, qui mouille au large de Ras Issa depuis 2015, avec à son bord plus d'un million de barils de brut, fait peser un risque important de fuites, voire d'explosions, qui auraient un impact dramatique sur l'environnement, ainsi que sur la santé et les moyens de subsistance de millions de personnes, dans un pays déjà en proie à un désastre humanitaire de grande ampleur. 1,6 million de personnes pourraient

être directement affectées au Yémen, et les conséquences s'étendraient aux États côtiers de la mer Rouge. La France a apporté son plein soutien à la tenue d'une réunion au Conseil de sécurité des Nations unies consacrée au pétrolier Safer le 15 juillet 2020, à l'occasion de laquelle les membres du Conseil ont fait part de leurs préoccupations unanimes et ont appelé les Houthis à faciliter l'accès au pétrolier de la mission d'inspection des Nations unies. Lors des réunions du Conseil de sécurité sur le Yémen, la France rappelle systématiquement la nécessité de tout mettre en œuvre pour éviter la catastrophe écologique et humanitaire que fait craindre la situation actuelle du navire et appelle à garantir l'accès au pétrolier. La France est également mobilisée au sein de l'Organisation maritime internationale (OMI), agence spécialisée des Nations unies, qui a élaboré un plan d'urgence. La mobilisation de la France s'est également traduite par une contribution financière à la mission des Nations unies chargée de l'inspection et des premières réparations du pétrolier Safer, que la France a confirmée au Programme des Nations unies pour le développement le 9 octobre dernier. La France poursuit enfin ses efforts en soutien à la médiation de l'Envoyé spécial des Nations unies pour le Yémen, Martin Griffiths, et continue d'apporter son appui humanitaire à la population yéménite, principale victime de ce conflit qui dure depuis plus de cinq ans.

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Nadot](#)

Circonscription : Haute-Garonne (10^e circonscription) - Écologie Démocratie Solidarité

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 31684

Rubrique : Pollution

Ministère interrogé : [Europe et affaires étrangères](#)

Ministère attributaire : [Europe et affaires étrangères](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 août 2020](#), page 5232

Réponse publiée au JO le : [9 février 2021](#), page 1176